

LA PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT...

A défaut de réelle concertation avec les organisations syndicales ouvrières, le premier ministre a reçu... le P.S.U.!

Ainsi, et c'est «Tribune Socialiste» qui nous l'apprend. Huguette Bouchardeau et Pierre Maurov ont pu, pendant trois quarts d'heures deviser sur les moyens à mettre en œuvre pour «*apporter des solutions à la crise et avancer dans la voie du socialisme auto-gestionnaire*».

Au cours de celle entrevue historique, cinq «*grands thèmes*» ont été abordés, inutile de les énumérer, qu'on sache seulement, qu'à aucun moment, il n'a été question de la nécessité de préserver le pouvoir d'achat des salariés. Il est vrai, et c'est bien connu, que pour Huguette Bouchardeau et ses amis «*auto-gestionnaires*» le «*qualitatif*» l'emporte sur le «*quantitatif*».

Décidément l'histoire se répète... déjà, avant la dernière Guerre Mondiale, Pierre-Étienne Flandin qui lui, au moins, ne se prétendait ni «*socialiste*» ni «*révolutionnaire*» avait vitupéré le «*matérialisme sordide*» de la classe ouvrière.

Dans certains milieux journalistiques (liés il est vrai à la C.F.D.T.) il est devenu de bon ton d'opposer «*la priorité de la lutte pour l'emploi*» à la nécessité de préserver le pouvoir d'achat des travailleurs, sans cesse remis en cause par une inflation galopante que nos gouvernements, ceux d'hier et d'aujourd'hui, s'avèrent décidément incapables de maîtriser.

Tout se passe, comme si, dans certains milieux, on nourrissait l'espoir de persuader les travailleurs qu'en acceptant une diminution sensible de leur pouvoir d'achat, ils pourraient échapper au chômage! Inutile de dire que les salariés ne sauraient être dupes d'un aussi misérable artifice et que c'est à juste titre qu'ils refusent la «*politique d'austérité*», nouvelle manière, que certains voudraient, de toute évidence, leur imposer.

Contrairement à ce que souhaiteraient les idéologues néo-corporatistes du P.S.U. et de la C.F.D.T., les travailleurs ne se nourrissent pas «*de bonnes paroles mais de bonne soupe*» et c'est pourquoi il est parfaitement vain de prétendre vouloir substituer la mystification réactionnaire de «*prétendus droits nouveaux dans l'entreprise*» à la revendication de meilleures conditions de rémunérations et de travail qui sous-tend nécessairement toute action syndicale authentique.

C'est pourquoi, notre Comité Confédéral National a bien fait d'inviter «*les syndicats et organisations confédérées à demander l'ouverture à tous les niveaux, de négociations, afin d'obtenir par voie d'accords et de conventions, le maintien du pouvoir d'achat remis en cause par la hausse considérable du coût de la vie*».

Nous n'ignorons pas que cette exigence, pourtant élémentaire, va à l'encontre de bien des illusions cultivées ça et là.

Elle se heurte également à l'opposition ouvrière de M. Acicet Lepors, ministre de la fonction publique, qui prétend remettre en cause la pratique des contrats salariaux entre l'État-Patron et ses fonctionnaires, pour lui substituer le fait du prince baptisé «*constat*» ou «*relevé de conclusion*»

Répetons-le: le type des rapports entre l'État-Patron et ses salariés, que le ministre stalinien de la fonction publique voudrait imposer aux syndicats de fonctionnaires, procède d'une conception totalitaire de l'État. Il faut que le gouvernement sache (et tout nous porte à croire que François Mitterrand lui, en est conscient!) que la pratique des contrats est, à juste titre, considérée par les fonctionnaires comme une conquête qu'il faut à tout prix préserver..

Alors, ceux qui, aujourd'hui, jouent les apprentis sorciers, feraient bien d'y regarder à deux fois et se souvenir, pour ne prendre que deux exemples, de la grève Renault de 1947 et de la grève générale de 1953!

En attendant, il nous reste à souhaiter que le bon sens l'emporte et que, notamment, la pratique contractuelle, seule susceptible de permettre aux syndicats de jouer pleinement leur rôle de défenseurs des intérêts ouvriers, soit préservée.

La lutte des classes, elle, ne connaît pas d'État de grâce, et tout indique qu'elle va plutôt s'exacerber. Raison de plus pour ne pas mélanger les genres. Que les gouvernants gouvernent, et qu'ils laissent aux syndicats le soin de négocier les compromis que les oppositions d'intérêts (d'autant plus âpres que la situation économique se détériore) rendent nécessaires.

Alexandre HÉBERT.
